

Observatoire des prix et des marges

Produits agricoles

- résultats de l'observation des prix et marges du mois de septembre 2012 -

Résumé :

Cours mondiaux : au mois de septembre 2012, les prix des matières premières agricoles importées en France sont en baisse par rapport au mois d'août 2012 (-3,1%, en euros). En glissement annuel, ces prix sont en hausse de 19,8% (en euros), par rapport au mois de septembre 2011.

Après l'importante augmentation des cours à l'été 2012, on observe, au mois de septembre 2012, une tendance globale à la diminution des cours mondiaux des matières premières agricoles, en lien avec une amélioration sensible des conditions météorologiques et des rendements supérieurs aux attentes pour certaines productions (en particulier, pour les oléagineux), notamment aux États-Unis.

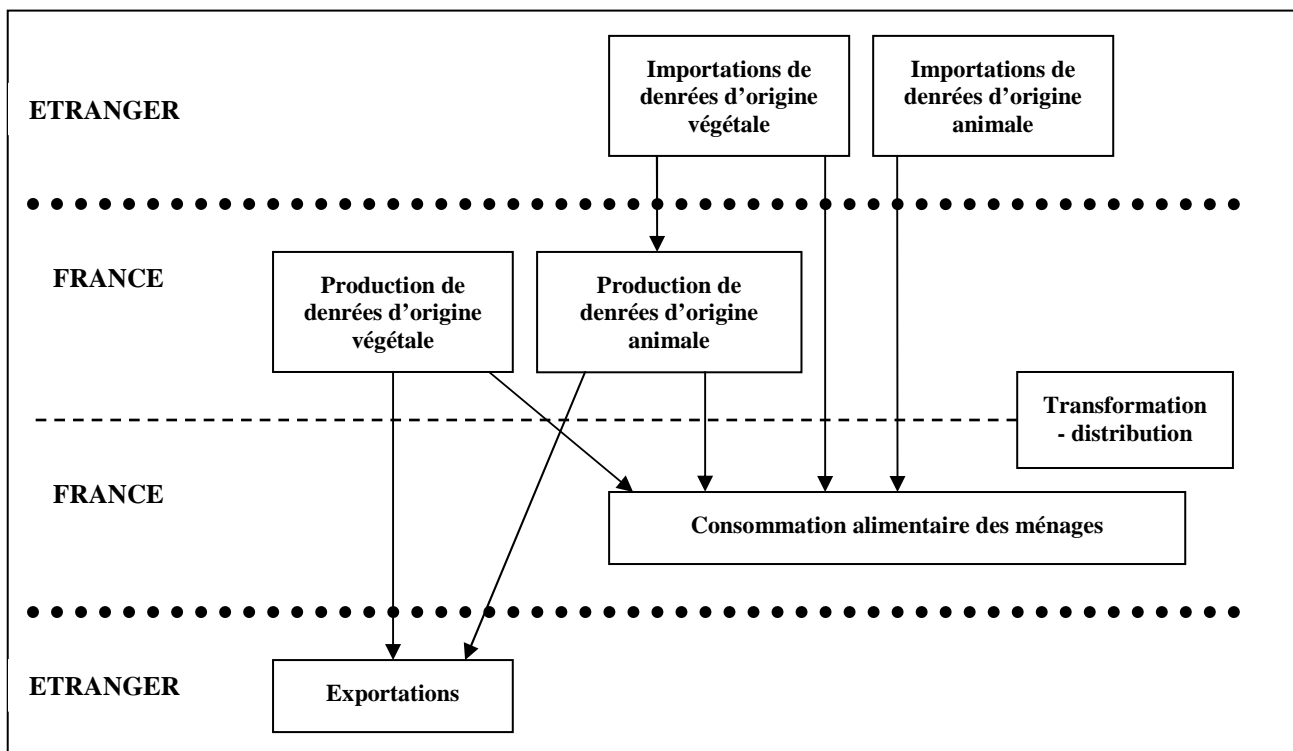
Production agricole nationale : les prix agricoles à la production sont en hausse de 3,6% en septembre 2012 par rapport au mois d'août 2012. Sur un an, les prix agricoles à la production augmentent de 10,7%.

Prix alimentaires à la consommation : en septembre 2012, les prix de l'alimentation (y compris les boissons non alcoolisées) sont en hausse de 0,2% par rapport à août 2012. Ces prix augmentent de 2,2% sur un an, à comparer avec une inflation globale de 1,9% sur un an.

Les données de base de cette étude proviennent de l'Insee et du Service de la statistique et de la prospective du Ministère de l'Agriculture (Agreste), et ont fait l'objet de calculs de la DGCCRF.

En euros	Variations sur	
	un mois (sept. 2012/août 2012)	un an (sept. 2012/sept. 2011)
Prix des matières premières agricoles importées	-3,1%	19,8%
Prix agricoles à la production	3,6%	10,7%
Prix alimentaires à la consommation	0,2%	2,2%

Source : Insee, novembre 2012



La production agroalimentaire française est issue de produits d'origine végétale et animale, provenant de la production en France et des importations de l'étranger. Directement ou après transformation, ces produits sont consommés par les ménages français ou exportés à l'étranger.

1) Cours des marchés agricoles mondiaux

	unités	septembre 2012	août 2012	variation sur un mois	septembre 2011	variation sur un an
		valeur	valeur	en %	valeur	en %
blé	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	876,1	876,9	-0,1%	679,0	29,0%
maïs	Prix en Cents US par boisseau de 56 livres	763,3	803,5	-5,0%	689,2	10,8%
graines de soja	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	1681,5	1702,7	-1,2%	1300,2	29,3%
sucre	Prix en Cents US par livre	19,5	20,5	-4,9%	27,7	-29,6%
cacao	Prix en Dollars US par tonne	2589,4	2470,1	4,8%	2798,7	-7,5%
café arabica	Prix en Cents US par 0,45 kg	171,8	165,7	3,7%	260,1	-33,9%
café robusta	Prix en Cents US par livre	110,9	113,0	-1,9%	113,5	-2,3%

Source : Insee, novembre 2012, calculs DGCCRF, novembre 2012

- En septembre 2012, le cours du **blé** à Chicago (en cents US) a connu une baisse de 0,1% sur un mois (+29,0% sur un an). Cette faible diminution survient après la hausse importante observée durant l'été 2012. Malgré une certaine détente, le marché du blé n'a pas connu de repli aussi important que le marché du maïs, en raison des incertitudes pesant sur les exportations des pays de la Mer Noire (crainte d'une limitation des exportations par la Russie et l'Ukraine) et sur la récolte australienne qui devrait être inférieure de 6,5 millions de tonnes à celle de l'année dernière (conditions météorologiques trop sèches dans les principales

zones de culture, dans le sud du pays). Du côté de la demande, les utilisations pour l'alimentation animale sont limitées par les hauts niveaux atteints récemment par les cours du blé.

- En septembre 2012, le cours du **maïs** à Chicago (en cents US) a diminué de 5,0% (+10,8% sur un an). En effet, la faible réduction de l'estimation de récolte de l'USDA (United States Department of Agriculture)¹ dans son rapport du 12 septembre (272,5 millions de tonnes contre 274 le mois précédent) a eu un effet baissier sur les marchés. La demande de maïs pour l'alimentation animale demeure toutefois dynamique, ce qui pourrait entraîner de nouvelles tensions dans les prochains mois.

- En septembre 2012, le cours des **graines de soja** à Chicago (en cents US) est en baisse de 1,2% sur un mois (+29,3% sur un an). Des rendements supérieurs aux attentes, notamment en Amérique du Sud, ont permis une détente des cours, après la hausse de l'été 2012. D'après le Conseil international des céréales, la production mondiale de soja devrait augmenter de 8% en 2012-2013.

- En septembre 2012, le cours du **sucre** à New York (en cents US) a diminué de 4,9% sur un mois et de 29,6% sur un an. Le prix du sucre est orienté à la baisse en raison de la bonne récolte brésilienne et des perspectives favorables de récolte dans d'autres pays producteurs (Inde, Thaïlande). La demande reste peu dynamique.

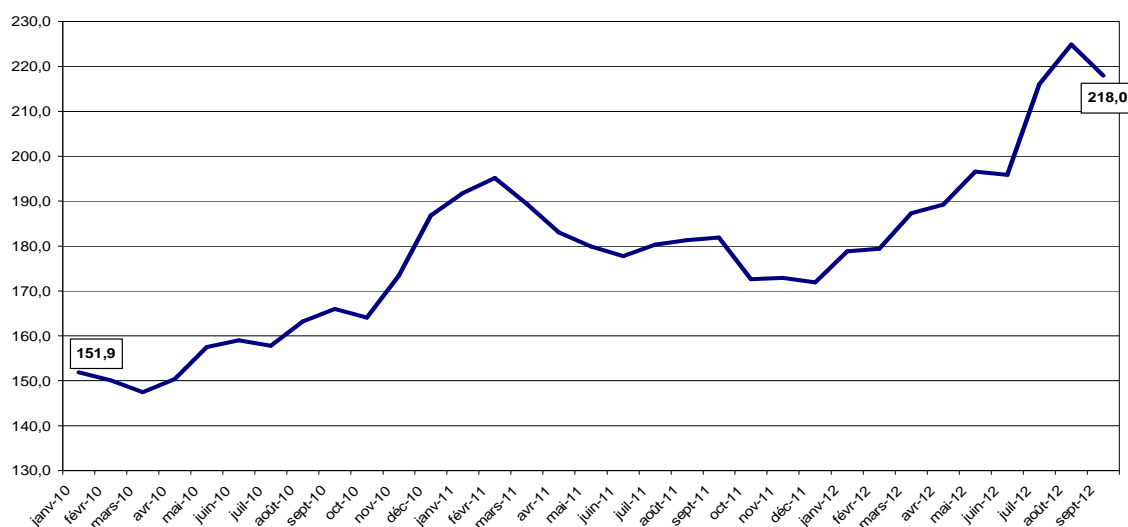
- Sur un mois, le cours du **cacao** à New York (en dollars US) a augmenté de 4,8% (-7,5% en glissement annuel). Les marchés redoutent des problèmes d'approvisionnement en Côte d'Ivoire (premier producteur mondial) qui pourraient provoquer une perturbation de l'offre de cacao. En outre, la récolte 2011-2012 (qui vient de s'achever) devrait, selon les premières estimations, être inférieure de 2,3% à la précédente récolte.

- Sur un mois, le cours du **café arabica** à New York (en cents US) a connu une hausse de 3,7% (-33,9% sur un an). Au Brésil (premier exportateur mondial d'arabica), la perspective d'une plus faible récolte lors de la prochaine saison (2012-2013) a un effet haussier sur les prix. En outre, la demande évolue, avec une croissance importante de la part des pays émergents et une quasi-stagnation des pays traditionnellement grands consommateurs de café (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord).

- En septembre 2012, le cours du **café robusta** à New York (en cents US) a connu une baisse de 1,9% sur un mois (-2,3% sur un an). Cependant, la tendance ne devrait pas être à la baisse dans les prochains mois car des incertitudes pèsent sur la prochaine récolte au Vietnam (premier producteur mondial de café robusta). En outre, la demande reste dynamique.

2) Évolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées

Evolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées (matières alimentaires, en euros, base 100 en 2000), 2010-2012



Source : Insee, novembre 2012

¹ Ministère fédéral américain de l'agriculture.

Au mois de septembre 2012, les prix des matières premières agricoles importées en France (matières alimentaires) ont connu une diminution : -3,1% sur un mois, en euros (-0,1% en devises)². Sur un an, les prix des matières premières agricoles importées demeurent toutefois en hausse de 19,8% en euros mais seulement de 8,5% en devises.

Base 100 en 2000	En devises		En euros	
	Variations en % sur		Variations en % sur	
	un mois	un an	un mois	un an
Ensemble	-0,1	8,5	-3,1	19,8
Denrées tropicales	3,1	-12,9	-0,5	-6,2
Oléagineux	-1,8	38,2	-3,8	55,4
Céréales	-1,1	2,2	-4,8	9,5
Sucre	-5,2	-29,7	-8,6	-24,8
Viande bovine	1,0	5,9	-2,6	13,2

Source : Insee, novembre 2012, calculs DGCCRF, novembre 2012

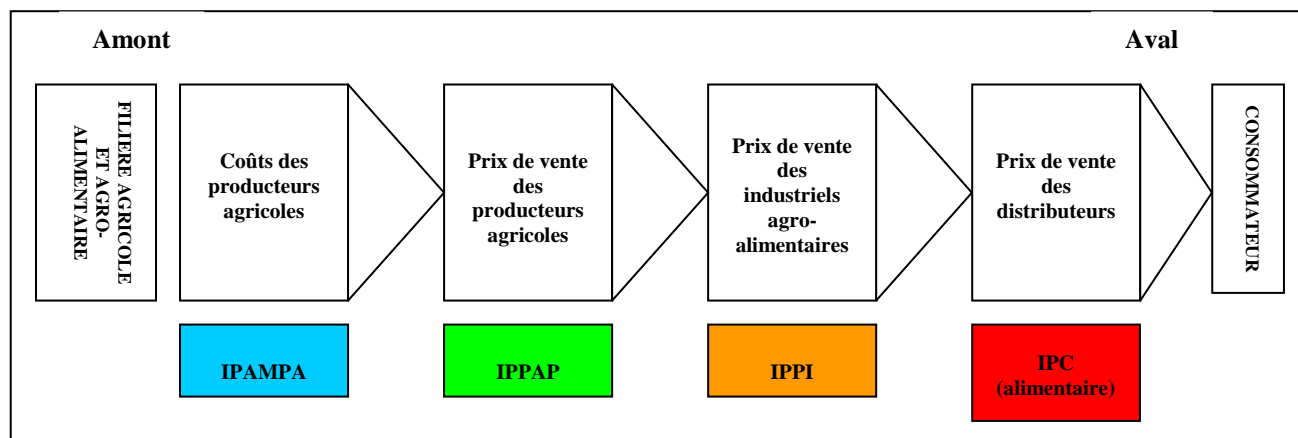
D'une part, cette baisse est due principalement à la diminution sur les marchés mondiaux des prix du sucre (-5,2% en devises, -8,6% en euros), des céréales (-1,1% en devises, -4,8% en euros) et des oléagineux (-1,8% en devises, -3,8% en euros). Les prix des denrées tropicales et de la viande bovine diminuent également en euros (-0,5% et -2,6%), mais pas en devises (+3,1% et +1,0%).

D'autre part, cette évolution des prix exprimés en euros est liée à celle de la parité euro-dollar. En effet, après s'être déprécié par rapport au dollar lors du premier semestre 2012 (-7,1% entre février et juillet 2012), l'euro s'est apprécié au cours du mois de septembre (+3,7% sur un mois, -6,6% sur un an), ce qui a pour effet de rendre meilleur marché le prix des matières premières importées.

3) Analyse des coûts de production, des prix à la production et des prix à la consommation

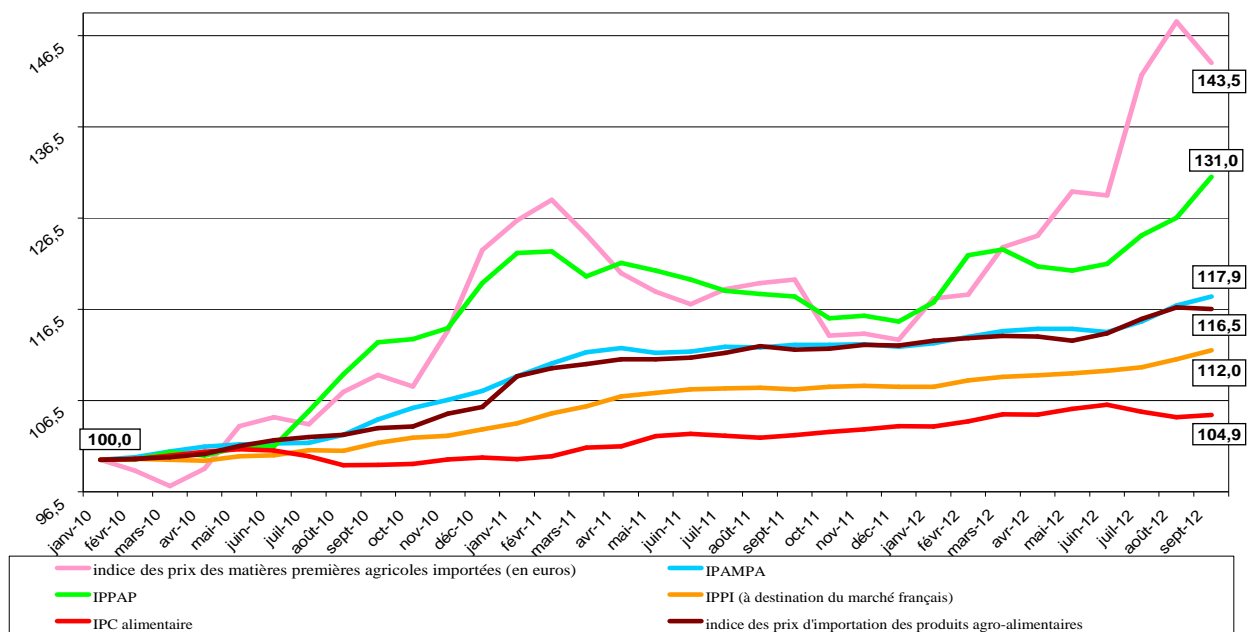
Les prix à la consommation des produits alimentaires en France sont le stade final d'un processus qui comprend plusieurs étapes au sein de la chaîne de production et de distribution. En premier lieu, on peut mentionner les prix d'achat des moyens de production agricole. L'Insee publie mensuellement l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (**IPAMPA**, base 100 en 2005) qui suit l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans leur activité agricole.

Les prix agricoles à la production sont l'échelon suivant de la chaîne de production et sont mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (**IPPAP**) de l'Insee (base 100 en 2005). Pour les produits transformés, l'étape suivante est celle des prix à la production de l'industrie agroalimentaire. L'Insee publie mensuellement l'indice de prix de production de l'industrie française (**IPPI**, base 100 en 2005) à destination du marché français, ainsi que les prix d'importation des produits industriels. Enfin, les prix alimentaires à la consommation sont mesurés par l'indice des prix à la consommation (**IPC**) de l'Insee (base 100 en 1998).



² L'indice Insee (« indice des prix internationaux des matières premières importées : matières alimentaires ») retrace l'évolution mensuelle (moyenne des observations) des prix des matières premières agricoles importées (à usage alimentaire). Les résultats agrégés sont exprimés soit en devises (essentiellement le dollar US) soit en euros.

Evolution des indices de prix de la filière agro-alimentaire, (base 100 en janvier 2010), 2010-2012



Source : Insee, novembre 2012, calculs DGCCRF, novembre 2012

Analyse de l'évolution des indices de prix de la filière agro-alimentaire :

On observe une corrélation significative entre l'évolution des prix des matières premières agricoles importées et celle des prix agricoles à la production (IPPAP), ce qui paraît cohérent avec l'évolution de la politique agricole commune (PAC) depuis les années 2000 (abandon progressif par Bruxelles de l'encadrement des marchés agricoles). Cependant, depuis mars 2012, on peut constater un certain décrochage des prix agricoles à la production (dont l'évolution est inférieure à celle des prix des matières premières importées). Au mois de septembre 2012, les prix agricoles à la production connaissent toutefois une augmentation sensible (+3,6% sur un mois) et l'écart se resserre à nouveau entre les deux courbes.

En outre, on peut observer que la croissance des prix alimentaires à la consommation est moindre que celles des prix agricoles à la production nationale et des prix de l'industrie agro-alimentaire nationale comme étrangère. A ce sujet, il convient de rappeler que l'indice des prix alimentaires à la consommation intègre les prix des produits bruts ou transformés importés, consommés par les ménages français. Par ailleurs, cet indice reflète également la manière dont la distribution répercute les hausses de prix agricoles, soit par une compression de ses marges soit par un effort de productivité.

Ces comparaisons d'indices de prix ne permettent cependant pas de comparer les marges en niveau de chacun des acteurs de la filière agricole et alimentaire, amont et aval.

a) Évolution des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), septembre 2012 :

	poids	Variation en % sur		
		un mois	3 mois	un an
Indice général	1000	0,9	3,4	4,7
Biens de consommation courante	758	1,2	4,4	5,9
Énergie (1)	84	0,0	9,6	9,7
Semences	51	0,9	0,5	2,2
Engrais et amendements	92	0,5	1,5	2,3
Produits de protection des cultures	77	-0,3	0,0	0,1
Aliments des animaux	189	4,3	10,9	14,2
Produits et services vétérinaires	38	0,2	0,4	2,8
Petit matériel et outillage	14	-0,3	0,0	-0,5
Entretien et réparation de matériel	56	0,0	0,7	3,6
Entretien et réparation des bâtiments	9	0,0	-0,2	1,9
Frais généraux	149	-0,8	-0,4	0,3
Biens d'investissement	242	-0,3	0,0	1,2
Matériel	170	-0,3	0,2	1,3
<i>dont tracteurs</i>	71	-0,3	0,2	1,0
<i>matériel et machines de culture</i>	36	0,0	0,2	1,3
<i>matériel et machines de récolte</i>	37	-1,9	-0,6	0,5
<i>véhicules utilitaires</i>	16	-0,2	-0,4	1,5
Ouvrages	72	-0,2	-0,5	0,9

(1) Le remboursement de la TICPE (ex TIPP) au titre de l'année 2012 est intégré par anticipation dans l'indice.

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), novembre 2012

En septembre 2012, les prix d'achat des moyens de production agricole augmentent de 0,9% sur un mois et de 4,7% sur un an.

Le prix des **biens de consommation courante** est en hausse de 1,2% sur un mois et de 5,9% sur un an. La hausse est particulièrement sensible pour le prix des **aliments des animaux** qui progresse de 4,3% sur un mois (+10,9% sur trois mois et +14,2% sur un an), en raison de la hausse importante des prix des matières premières agricoles (céréales et oléagineux) de l'été 2012.

Le prix de l'**énergie** est stable sur un mois, mais connaît une augmentation sensible sur trois mois (+9,6%) et sur un an (+9,7%).

Sur un an, les prix des **semences** et des **engrais** sont en augmentation (+2,2% et +2,3%). Le prix de l'**entretien et la réparation de matériel** est stable sur un mois et en hausse sensible sur un an (+3,6%).

Le prix des **biens d'investissement** est en diminution de 0,3% sur un mois (+1,2% sur un an), notamment en raison de la baisse des prix des matériels et machines de récolte sur un mois (-1,9%, +0,5% sur un an).

b) Évolution des prix des produits agricoles à la production en France (IPPAP), septembre 2012 :

En données corrigées des variations saisonnières (CVS), **les prix agricoles à la production sont en hausse de 3,6% en septembre 2012 par rapport au mois d'août.**

Sur un an, les prix agricoles à la production augmentent de 10,7%.

	poids	Variation en % sur		
		un mois CVS	3 mois CVS	un an brut
Indice général	1000	3,6	7,9	10,7
sauf fruits et légumes	878	2,9	8,5	10,3
Produits végétaux (sauf fruits et légumes)	417	3,7	14,0	14,4
Céréales	115	-0,5	20,8	22,7
<i>dont blé tendre</i>	63	-0,1	21,2	30,3
<i>maïs</i>	27	-2,3	22,1	18,2
Pommes de terre	19	///	///	81,3
Vins	161	1,1	0,7	2,0
<i>de qualité</i>	140	1,9	1,9	3,5
<i>autres vins</i>	21	-3,7	-6,5	-7,2
Oléagineux	28	0,1	8,8	19,1
Produits de l'horticulture	51	2,1	2,9	-1,0
Autres produits végétaux	43	5,0	9,1	3,9
Légumes et fruits (1)	122	///	///	14,4
dont légumes frais	61	///	///	16,4
fruits frais	39	///	///	16,2
Productions animales	461	1,9	2,5	5,9
Animaux	286	2,8	7,6	14,0
<i>dont gros bovins</i>	108	-0,4	3,4	16,3
<i>veaux</i>	29	-0,3	-0,6	-0,7
<i>porcins</i>	64	10,8	22,2	31,1
<i>ovins</i>	14	2,0	7,7	6,2
<i>volailles</i>	59	3,0	6,9	6,7
<i>dont poulets</i>	26	3,0	7,6	7,0
Lait	159	0,0	-6,5	-8,5
<i>dont lait de vache(2)</i>	148	0,0	-7,0	-9,0
Œufs	13	2,0	-1,5	18,8

(1) En raison de leurs profils saisonniers très marqués, les évolutions mensuelles et trimestrielles des prix des pommes de terre et des légumes et fruits ne sont pas mesurées. Ces variations de prix doivent être interprétées en glissement annuel.

(2) Le prix CVS du lait de vache a été reconduit en septembre par rapport à août

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), novembre 2012

En septembre 2012, le prix des **céréales** est en baisse par rapport au mois d'août 2012 (-0,5%), à l'image des cours mondiaux dont l'évolution à la hausse a été freinée. Le prix du **blé** connaît une baisse de 0,1% sur un mois, mais reste en hausse sur trois mois (+21,2%) et sur un an (+30,3%). Le prix du **maïs** subit une diminution plus franche : il est en baisse de 2,3% sur un mois (+22,1% sur trois mois et +18,2% sur un an).

Malgré l'évolution des cours mondiaux, le prix des **oléagineux** progresse légèrement sur un mois (+0,1%, +8,8% sur trois mois et +19,1% sur un an), en raison de la forte demande en huile alimentaire.

Après plusieurs mois de diminution importante, le prix de la **pomme de terre** augmente sensiblement sur un an (+81,3%), la nouvelle récolte étant moins importante que la précédente. En outre, selon FranceAgriMer, la consommation de pommes de terre en France a augmenté de 11,3% au premier semestre 2012 par rapport à 2011.

Le prix des **fruits frais** augmente sur un an (+16,2%). Les récoltes de pommes et de poires sont en diminution (-30% par rapport à 2011), à la suite des intempéries du printemps, alors que la demande est dynamique. Le prix du raisin est supérieur à la moyenne des années précédentes. Le prix des **légumes frais** croît sur un an (+16,4%), en raison notamment de la hausse des prix de la tomate et des salades dont la production est en baisse par rapport à l'année précédente. Les prix de la carotte, du chou-fleur et de l'endive sont également à la hausse.

Les prix des **productions animales** et en particulier des **animaux** augmentent en septembre 2012 par rapport au mois précédent, respectivement de 1,9% et de 2,8%. Les prix des **gros bovins** sont en baisse sur un mois (-0,4%) mais restent en hausse sur trois mois (+3,4%) et sur un an (+16,3%). Le prix des **porcins** est en hausse sensible (+10,8% sur un mois, +31,1% sur un an). Les travaux de mise aux normes des élevages, exigés par une directive européenne, ont pour conséquence de diminuer l'offre (ralentissement ou cessation de l'activité de certains éleveurs de porcs) et de renchérir les coûts de production, dans un contexte de hausse du prix des aliments pour animaux (liée à l'augmentation des prix des matières premières agricoles). Le prix des **volailles** connaît une progression due à une demande soutenue et à l'augmentation du prix de l'alimentation animale: +3,0% sur un mois, +6,9% sur trois mois et +6,7% sur un an.

Le prix du **lait** est stable sur un mois et en baisse sur trois mois (-6,5%) et sur un an (-8,5%) : depuis mai 2012, le prix du lait est inférieur à son niveau de 2011, en raison d'une collecte importante et de la baisse des cours mondiaux. Le prix des **œufs** croît sur un an (+18,8%), en raison des difficultés rencontrées par les éleveurs pour appliquer la directive européenne sur la mise aux normes des cages à poules. Toutefois, l'offre se reconstitue progressivement, comme en témoigne la baisse de 1,5% du prix sur trois mois (+2,0% sur un mois).

c) Évolution des prix de l'industrie agroalimentaire (IPPI), septembre 2012 :

Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac :

	Variation en % sur	
	un mois	un an
Prix de production de l'industrie française, à destination du marché français	0,9	4,0
Prix d'importation des produits industriels	-0,1	4,0

Source : Insee, novembre 2012

Les prix des **denrées alimentaires produites en France** (et à destination du marché français) progressent sur un mois (+0,9%, +4,0% sur un an). Les prix de la transformation et des préparations à base de viande sont à la hausse (+1,8% sur un mois). C'est également le cas pour la viande de boucherie (+3,2% sur un mois) et les volailles (+1,0% sur un mois).

Les **prix d'importation des denrées alimentaires** sont en baisse de 0,1% sur un mois (+4,0% sur un an).

d) Évolution des prix alimentaires à la consommation en France (IPC), septembre 2012 :

	Variation en % sur		
	un mois	3 mois	un an
ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES	-0,3	0,0	1,9
PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	0,2	-1,0	2,2
PRODUITS ALIMENTAIRES	0,3	-1,2	2,2
Pain et céréales	0,1	0,4	1,1
Viande	-0,2	0,3	2,1
Poissons et crustacés	2,6	2,5	1,9
Lait, fromage et œufs	-0,1	-0,1	0,3
Huiles et graisses	0,0	-0,1	-0,3
Fruits	0,4	-14,4	5,9
Légumes	1,5	-2,7	6,6
Sucre, confiture, chocolat, confiserie et glaces	-0,3	-0,1	1,6
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.	-0,1	-0,1	0,7
BOISSONS NON ALCOOLISEES	-0,2	0,0	2,3
Café, thé et cacao	-0,1	0,4	1,9
Autres boissons non alcoolisées	-0,3	-0,1	2,6
BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	0,0	0,3	5,0
BOISSONS ALCOOLISEES	0,0	0,6	4,2
Vins, cidres et champagnes	-0,1	0,5	2,7

Source : Insee, novembre 2012

En septembre 2012, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) augmentent de 0,2% par rapport à août 2012, alors que les prix de l'ensemble des biens et services sont en baisse de 0,3% sur un mois. L'augmentation des prix des produits alimentaires est de 2,2% sur un an, à comparer avec une inflation globale de 1,9% sur un an.

Les prix des **produits frais** sont en hausse de 2,9% par rapport à août 2012 (+6,7% sur un an), principalement en raison de la hausse du prix des **légumes frais** (+2,5% sur un mois, +9,7% sur un an) et du prix des **poissons et crustacés frais** (+7,4% sur un mois, +1,9% sur un an). Les prix des **fruits frais** sont également en augmentation (+0,4% sur un mois, +6,1% sur un an). Le prix des **viandes** est en baisse de 0,2% sur un mois mais reste en hausse de 2,1% sur un an.

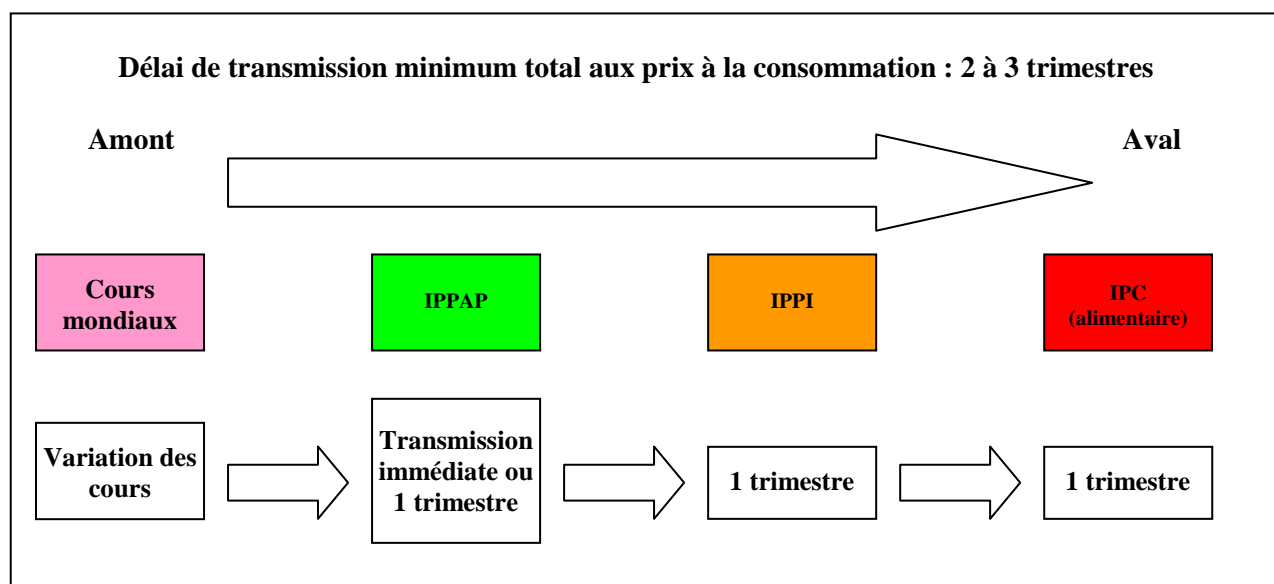
Hors produits frais, les prix de l'alimentation sont en légère baisse (-0,1%) par rapport à août 2012 (+1,8% sur un an).

Les prix des « **huiles et graisses** » sont stables sur un mois et en baisse de 0,3% sur un an. Ceux du groupe « **lait, fromages et œufs** » sont en baisse de 0,1% sur un mois (+0,3% sur un an).

Les prix des **boissons non alcoolisées** sont en baisse de 0,2% sur un mois (+2,3% sur un an), en raison de la diminution de 0,1% des prix du **café, du thé et du cacao** sur un mois (+1,9% sur un an) et de celle des **autres boissons non alcoolisées** (-0,3% sur un mois, +2,6% sur un an). Les prix des **boissons alcoolisées** sont stables sur un mois et en augmentation de 4,2% sur un an.

4) Évolution prévisible des prix des produits alimentaires en France

La transmission des hausses des cours mondiaux des matières premières agricoles aux prix à la consommation de l'alimentation (et inversement des baisses) subit, selon l'Insee³, un décalage total de deux à trois trimestres, le long de la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, la hausse des prix des matières premières se diffuse très rapidement, en moins d'un trimestre, aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.



Source : Insee

³ Cf. Notes de conjoncture de l'Insee de décembre 2007 (pages 94 et 95) et de décembre 2010 (pages 68 et 69).

Annexe 1 : Éléments d'analyse générale

Cours mondiaux des matières premières agricoles

Les cours mondiaux des matières premières agricoles ont une influence directe sur l'économie de la filière agro-alimentaire en France. En effet, de nombreux produits alimentaires sont importés sur le marché français (par exemple, le cacao, le café, etc.). En outre, suite aux réformes successives de la Politique Agricole Commune (PAC), les marchés agricoles européens (céréales, produits laitiers, viande) sont pratiquement alignés sur les cours mondiaux : la disparition des dernières mesures de gestion des marchés (quotas laitiers et sucriers) pourrait être effective dès 2015, selon les propositions de la Commission européenne.

Les cours des matières premières ont connu depuis 2008 de fortes fluctuations et sont influencés par la spéculation, dont on connaît mal les effets réels. Pour s'en prémunir, les États-Unis ont adopté en 2010 le Dodd-Frank Act qui a pour ambition de prévenir la spéculation excessive et de limiter les risques de crise systémique en édictant de nouvelles règles, notamment sur les marchés à terme de produits agricoles (blé, maïs, graines et huile de soja...).

L'analyse fondée sur les évolutions de l'offre et de la demande sur le court terme et le long terme est la suivante :

Situation de l'offre

Marchés à terme et dérivés :

Du côté de l'offre, les producteurs se prémunissent contre la baisse des cours par les marchés à terme et dérivés.

Sur le long terme :

Des prix attractifs incitent les producteurs à accroître les surfaces cultivées et ont donc un impact sur le niveau de l'offre, à plus longue échéance. De même, pour les productions concernées par la hausse de la demande issue des pays émergents, l'offre et le niveau des cours dépendent à long terme de la capacité des pays producteurs à augmenter leur production.

La demande anticipée par les producteurs et leur capacité à investir sont également des déterminants de l'offre et des prix à long terme.

Afin de stabiliser les revenus des agriculteurs et d'encourager l'offre, certains pays producteurs mettent en place des politiques de soutien des prix. C'est le cas en Thaïlande où le gouvernement a instauré, en 2011, un système de prix garantis pour le riz. Le prix du riz thaïlandais est aujourd'hui 40 à 50% plus élevé que le cours mondial, ce qui a eu pour conséquence de faire baisser les exportations de 44%.

La Côte d'Ivoire vient également de mettre en place une politique de ce type dans la filière cacao. Avant la récolte, l'État fixe ainsi le prix payé aux producteurs et négocie avec les sociétés acheteuses (industrie de la transformation). L'objectif est d'inciter les agriculteurs à produire plus de fèves de cacao, de meilleure qualité.

En outre, l'offre et les prix dépendent des choix de politique énergétique et de politique alimentaire des États. Les céréales et le soja ont ainsi trois utilisations différentes : la consommation humaine, l'alimentation animale et la fabrication de biocarburants (éthanol à base de maïs aux États-Unis, biodiésel à base de colza en Europe, etc.). Entre les périodes 1997-2001 et 2007-2011, la consommation de maïs a connu une augmentation de 37%, due principalement au développement des usages industriels (filiale éthanol) et des utilisations dans l'alimentation animale. Cette dernière représente aujourd'hui le premier poste de consommation du maïs, au niveau mondial.

Concernant l'usage industriel, les États-Unis se sont fixés des objectifs de consommation d'énergie

renouvelable à long terme qui nécessite la production de bioéthanol, au détriment de productions destinées à l'alimentation animale et humaine. Ces usages concurrents ne sont pas forcément incompatibles : les drêches (résidus de céréales issus de la fabrication du bioéthanol) constituent par exemple un aliment de plus en plus utilisé pour nourrir les animaux (principalement les bovins et, plus marginalement, les porcs et les volailles).

Enfin, à long terme, le réchauffement climatique pourrait avoir des effets négatifs ou incertains sur la production de matières premières agricoles, notamment en déplaçant les zones de production. Ainsi, d'ici à 2050, l'augmentation des températures moyennes pourrait entraîner une diminution importante de la production de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (ces deux pays représentent actuellement plus de la moitié de la production mondiale). Dans certaines régions du monde, la diminution des réserves hydriques, liée au réchauffement climatique ou à la surexploitation des ressources disponibles, pourrait avoir à long terme de graves conséquences sur la production de matières premières agricoles.

Sur le court terme :

Les prix des matières premières agricoles réagissent de manière très forte aux conditions météorologiques (ce que les experts nomment « weather market », en anglais). Les récoltes sont en effet déterminées à la fois par les surfaces plantées et par les rendements qui dépendent eux-mêmes des conditions météorologiques.

Ainsi, les États-Unis, l'Ukraine et la Russie, importants exportateurs de maïs et de blé au niveau mondial, ont été confrontés durant l'été 2012 à de graves problèmes de sécheresse, ce qui a pour conséquence la diminution des récoltes attendues et l'augmentation des cours. En Russie, la récolte 2012 devrait être comprise entre 70 et 75 millions de tonnes, soit environ 20% de moins qu'en 2011 (94,2 millions de tonnes).

Un autre facteur déterminant est le niveau présent et le niveau souhaité de stocks des différents pays. Ainsi, suite à une mauvaise récolte, la Russie avait imposé en 2010 un embargo sur ses exportations de céréales, afin de conserver des stocks suffisants et de contenir l'envolée des prix sur le marché intérieur. Cette mesure avait contribué à la flambée des cours mondiaux du blé de la fin de l'année 2010 et du début de l'année 2011.

Dans le cadre du **G20**, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a été mis en place, afin d'augmenter la transparence sur les marchés et d'éviter les mesures unilatérales (embargo sur les exportations, importations massives pour augmenter les stocks, etc.).

Situation de la demande

Marchés à terme et dérivés :

Du côté de la demande, les industriels, sociétés de négoce et acteurs financiers se prémunissent par les marchés à terme et dérivés contre la hausse des cours.

Sur le long terme :

L'appréciation des cours sur le long terme est due notamment à la hausse tendancielle de la demande alimentaire des pays émergents, dont la consommation des ménages tend à rejoindre les mêmes standards que les pays industrialisés. Cet accroissement s'explique par la démographie de ces pays (croissance de la population, exode rural) et par la hausse du pouvoir d'achat de la population (hausse de la demande de produits alimentaires de plus en plus élaborés). Ainsi, la hausse de la consommation de viande dans ces pays a tendance à accroître le cours des matières premières utilisées dans l'alimentation animale (céréales, oléagineux).

La capacité à payer les importations de nourritures (solvabilité des pays importateurs) est également un facteur déterminant de la demande au niveau mondial.

Dans leur rapport conjoint sur les perspectives agricoles pour la période 2012-2021 (publié le 11 juillet 2012), la **FAO et l'OCDE** considèrent qu'il faudra augmenter la production agricole de 60%, afin de nourrir une population mondiale estimée à 9,1 milliards d'individus en 2050. Cette hausse de la production agricole devra être assurée principalement par une hausse de la productivité, car la possibilité d'accroître les surfaces cultivées est limitée (la superficie cultivable totale devrait augmenter de moins de 5% d'ici à 2050). Il pourrait résulter de cette situation (croissance de la demande et offre plus limitée à long terme) des tensions importantes sur les prix agricoles.

L'augmentation de la demande mondiale en carburants (la production des biocarburants se substituant ou s'additionnant aux produits pétroliers) des entreprises et des ménages, en particulier dans les pays émergents, est également un facteur d'accroissement des prix des produits agricoles car le secteur des biocarburants absorbe aujourd'hui une partie de la production agricole et accapare une partie des terres réservées aux cultures vivrières. A l'heure actuelle, les biocarburants de première génération (éthanol, biodiésel) sont fabriqués à partir de céréales comme le blé et le maïs, de plantes sucrières (la production de bioéthanol mobilise 23% de la production française de betteraves sucrières) ou d'oléagineux. A moyen terme, la deuxième génération de biocarburants devrait être fabriquée à partir de la partie non consommable des plantes, permettant de consacrer la partie consommable à la consommation humaine et animale. Enfin, à plus long terme, la troisième génération devrait utiliser les micro-algues.

La Commission européenne a proposé récemment de revoir sa politique en la matière, en réduisant de 10 à 5% la part de l'énergie utilisée dans les transports issue des biocarburants de première génération, d'ici à 2020. Le seuil de 10% serait maintenu mais devrait être atteint en développant d'autres sources d'énergie : véhicules électriques, biocarburants de deuxième génération, etc.

Les tensions sur les prix agricoles devraient être aussi renforcées par l'évolution de la demande et du cours du pétrole, qui influent à la fois sur la demande de biocarburants et sur les coûts de production.

Sur le court terme :

A court terme, la demande peut être influencée par la conjoncture économique et les anticipations des agents sur la situation économique. Le cours des matières premières agricoles peut en effet se replier non pas seulement sous l'influence de facteurs strictement agricoles, mais en raison d'inquiétudes sur la situation économique mondiale. Les spéculateurs peuvent ainsi être amenés à se tourner vers d'autres matières premières ou d'autres marchés financiers, s'ils anticipent une baisse de la demande et donc des prix. En outre, en temps de crise économique, les acheteurs (industriels, consommateurs), touchés par une perte de revenu, peuvent réviser à la baisse leurs achats physiques.

Du fait de l'importance de la part de la consommation alimentaire de la Chine dans la consommation mondiale (la population chinoise représente un peu moins de 20% de la population mondiale et consommait, en 2010, 28% de la viande produite dans le monde, selon la FAO), les fluctuations de la demande chinoise (riz, blé, maïs...) sont aussi susceptibles d'exercer une influence significative sur la demande mondiale et donc sur les prix à court terme, comme ce fut le cas en 2007-2008.

Enfin, l'évolution de la parité euro/dollar a aussi un rôle sur la demande de la zone euro (en renchérissant ou en rendant meilleur marché le coût des matières premières agricoles importées) et sur la demande extérieure.

Production agricole nationale

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) de l'Insee mesure l'évolution des prix des produits agricoles à la première mise en marché.

L'offre et les prix dépendent tout d'abord de l'évolution du cours mondial des matières premières : c'est le cas notamment pour les producteurs de viande qui sont tributaires des coûts de l'alimentation animale (céréales, soja...). Le poids de ces coûts d'alimentation animale représente 19% de la pondération de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) de l'Insee. En septembre 2012, le coût des aliments pour animaux a augmenté de 4,3% sur un mois (+10,9% sur trois mois et +14,2% sur un

an). Le coût des aliments a donc contribué pour 0,08% dans la variation sur un mois de l'IPAMPA en septembre 2012.

D'autres facteurs expliquent l'évolution des prix agricoles à la production : les variations des coûts de l'énergie, des engrais et semences utilisés, de la main d'œuvre et du matériel agricole. Ainsi, en septembre 2012, le coût de l'énergie était stable sur un mois (+9,6% sur trois mois et +9,7% sur un an).

Les conditions climatiques ont également un impact sur les récoltes et influencent donc les prix à la production.

Enfin, par leurs achats et les conditions qu'elles mettent à ceux-ci, les industries agroalimentaires et la grande distribution ont aussi un rôle important dans la formation des prix agricoles.

Prix alimentaires à la consommation

Selon l'Insee, la transmission des variations des cours mondiaux des matières premières agricoles aux prix à la consommation subit un décalage total de deux à trois trimestres. Ainsi, la hausse des prix des matières premières se diffuse en moins d'un trimestre aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.

La hausse importante des cours mondiaux des matières premières agricoles observée durant l'été 2012 devrait donc se répercuter sur les prix alimentaires à la consommation à partir du début de l'année 2013. Dès les mois de juillet et d'août, les prix agricoles à la production ont connu une hausse sensible qui devrait se diffuser aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire d'ici la fin de l'année 2012, avant de se transmettre aux prix à la consommation.

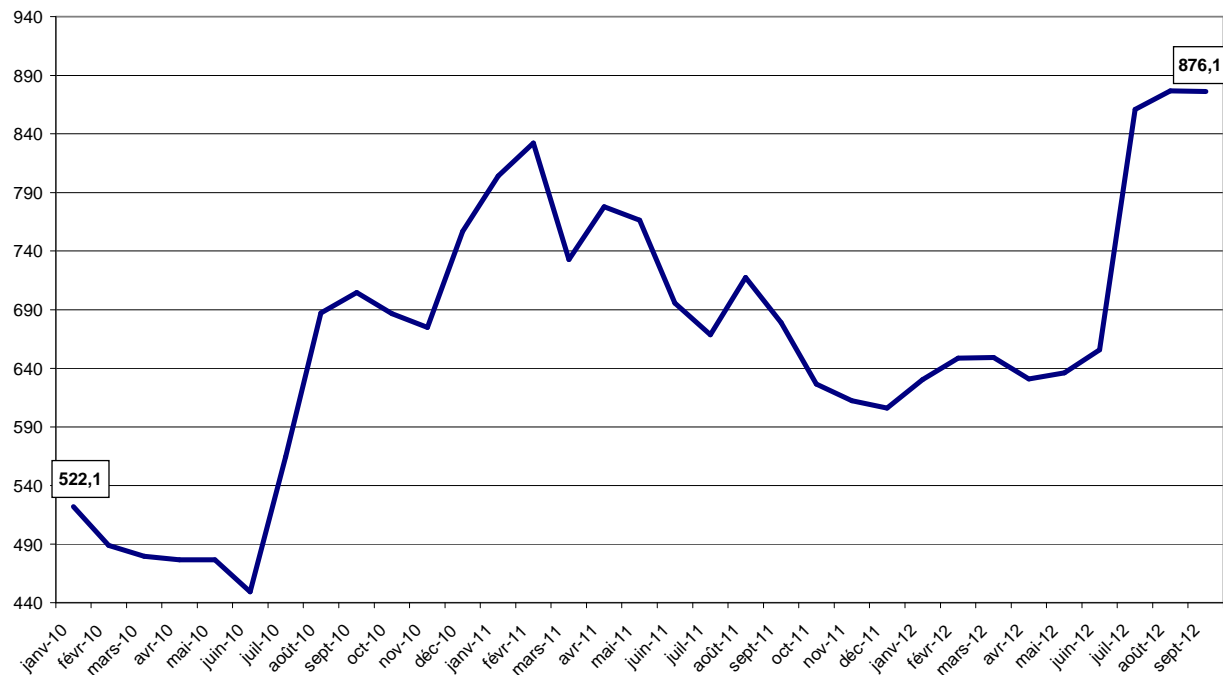
Cependant, la hausse des cours des matières premières agricoles n'a pas un impact identique sur tous les produits. Par exemple, le coût du blé dur représente environ 50 à 75% du prix de revient des pâtes alimentaires : si la hausse du cours de cette matière première au mois de juillet 2012 (+31,3% sur un mois, à Chicago) était répercutée intégralement sur le prix au détail, cela pourrait entraîner une augmentation du prix des pâtes alimentaires comprise entre 15 et 23%. Dans d'autres secteurs, l'impact est plus diffus : plus les produits sont transformés et moins les matières premières pèsent sur les prix.

Enfin, l'évolution des goûts, du pouvoir d'achat et de la demande des consommateurs est également un facteur à prendre en compte dans l'évolution des prix à la consommation. Ainsi, selon les statistiques du Ministère de l'agriculture⁴, la consommation française de viande de boucherie a diminué de 2% en 2011 par rapport à 2010 : en temps de crise économique, les consommateurs ont restreint leurs dépenses en viandes. Cependant, cette baisse de la consommation n'a pas entraîné une baisse des prix de la viande, car, dans le même temps, les débouchés à l'exportation ont soutenu les prix à la production.

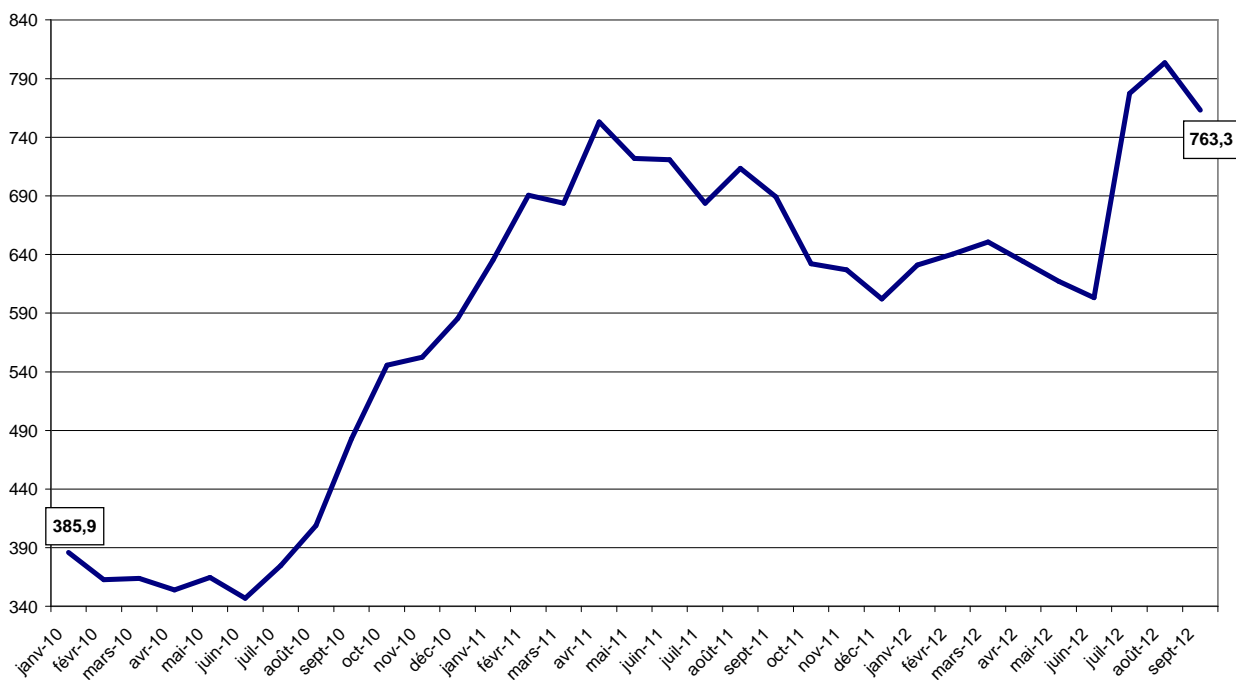
⁴ Agreste conjoncture, consommation, mars 2012.

Annexe 2 : Graphiques d'évolution des cours par matière première

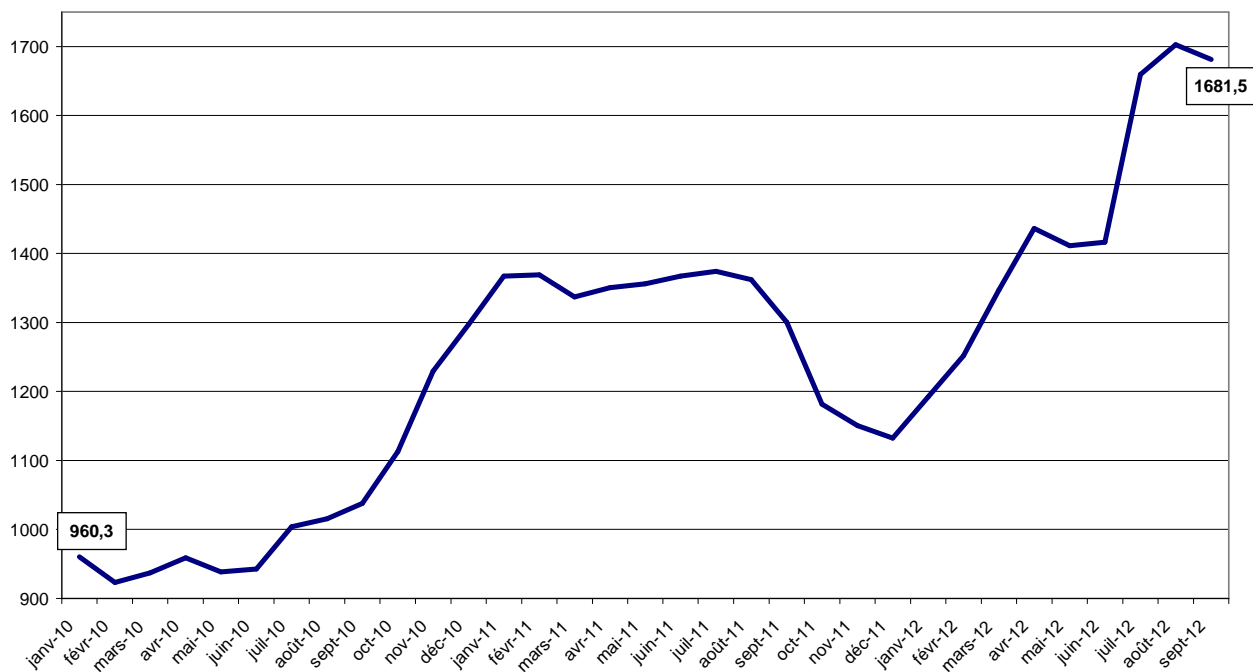
Cours du blé (Chicago), prix en Cents US par boisseau de 60 livres



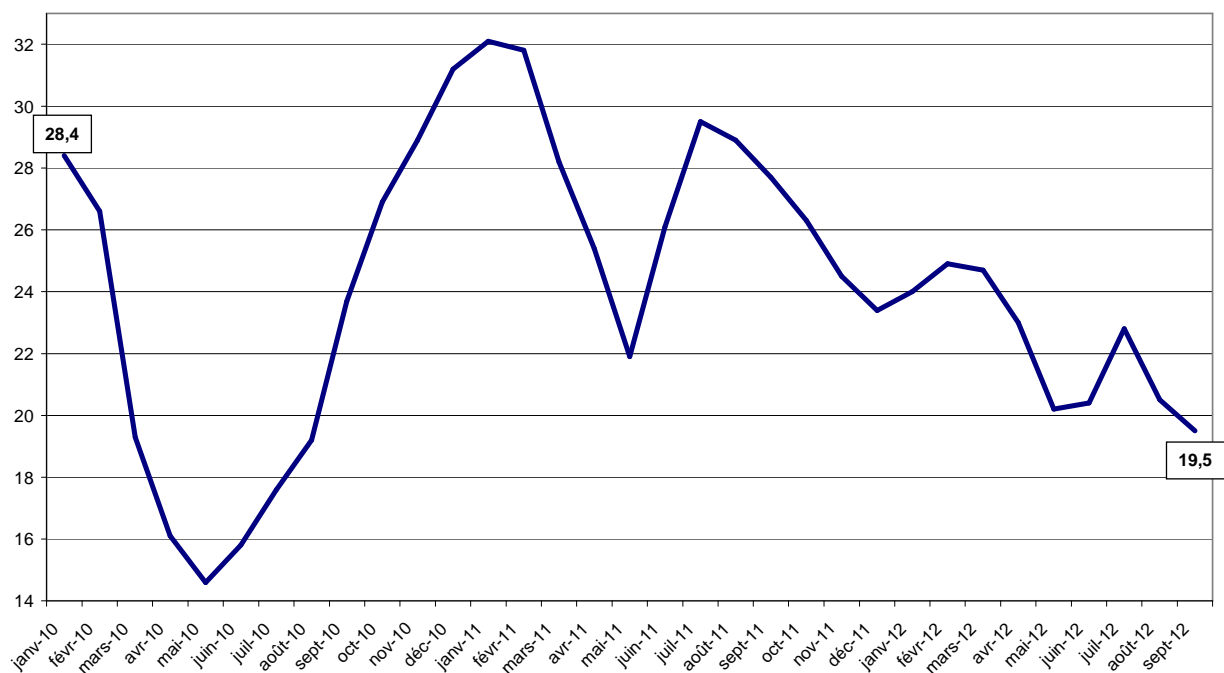
Cours du maïs (Chicago), prix en Cents US par boisseau de 56 livres



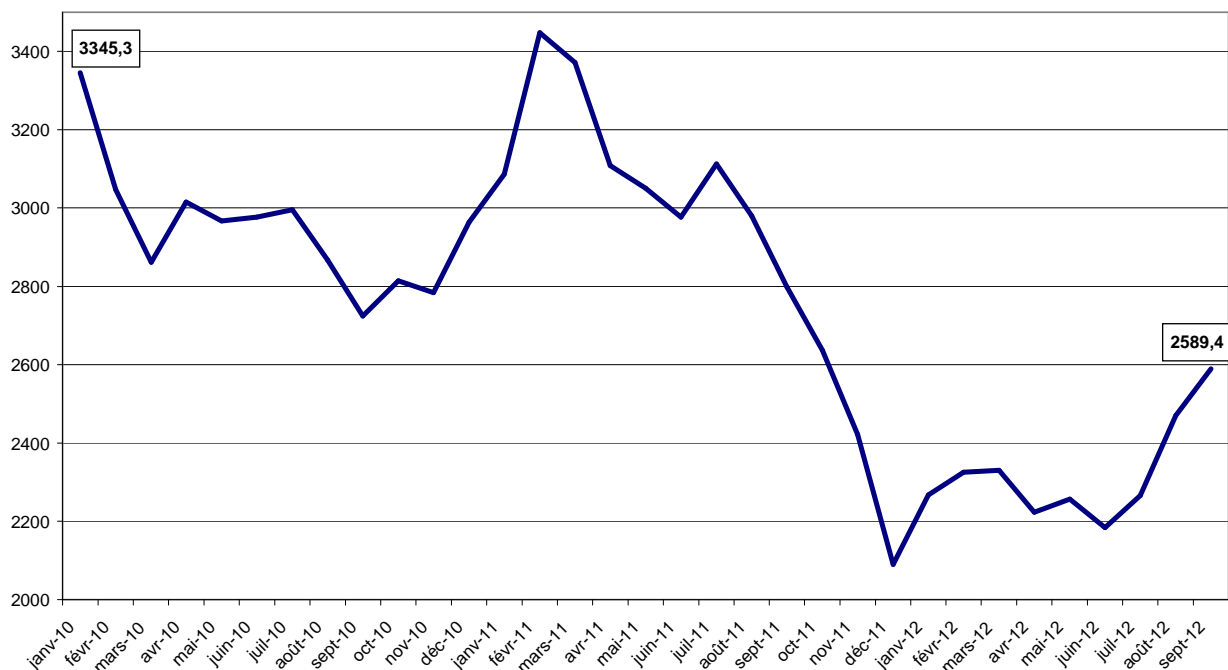
Cours des graines de soja, prix en Cents US par boisseau de 60 livres



Cours du sucre (New York), prix en Cents US par livre



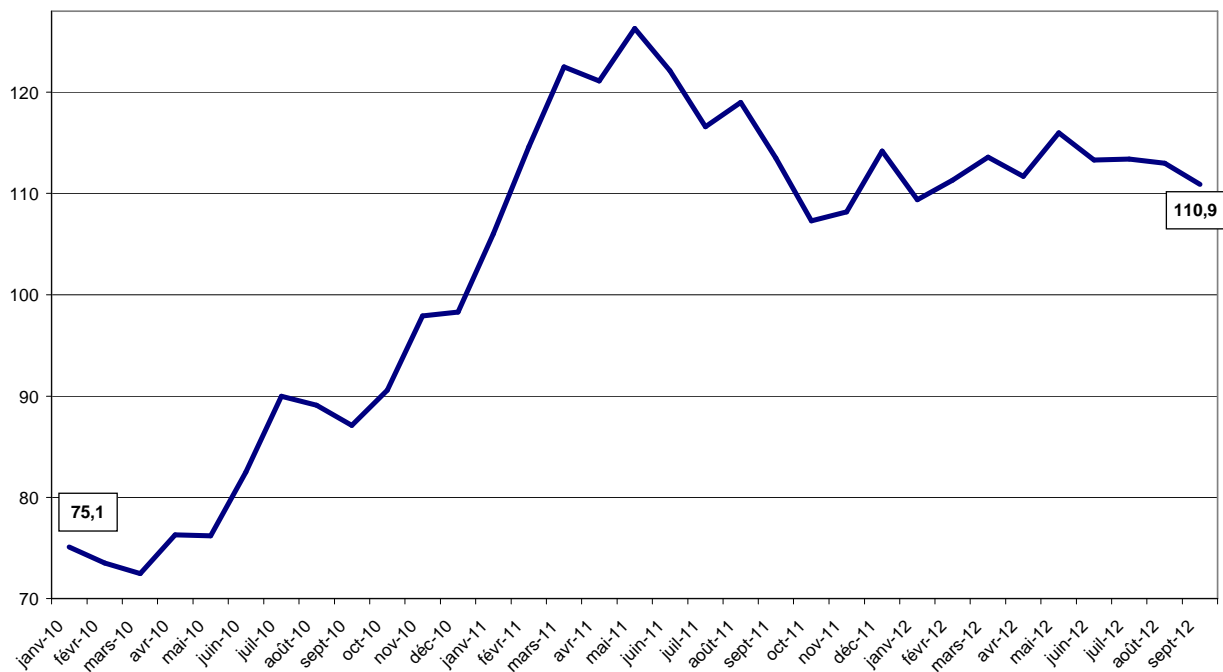
Cours du cacao (New York), prix en Dollars US par tonne



Cours du café arabica (New York), prix en Cents US par 0,45 Kg



Cours du café robusta (New York), prix en Cents US par livre



Source : Insee, novembre 2012